

COMPTE RENDU

LA DESINFORMATION HISTORIQUE. UN CAS D'ECOLE : LE RWANDA Colloque organisé le lundi 17 novembre, à 20 heures, à la Maison des Mines 270 rue Saint Jacques (75005, métro port Royal) par l'Association pour l'Histoire

PRESENTATION DU COLLOQUE FIGURANT SUR LE SITE DE L'ASSOCIATION FRANCE TURQUOISE **([HTTP://WWW.FRANCE-TURQUOISE.FR/](http://www.france-turquoise.fr/)), PUBLIEE LE 10 NOVEMBRE 2014**

Au printemps 1994, la tragédie rwandaise voyait le massacre généralisé de la minorité tutsie, aboutissement d'une confrontation ethnique apparue lors de l'accès à l'indépendance. Entretien par les Tutsis du FPR réfugiés en Ouganda, la guerre contre le pouvoir hutu installé à Kigali a vu la France intervenir au profit de celui-ci, puis se poser en arbitre pour que s'impose une solution négociée, acquise à la veille du déclenchement du génocide mais remise en cause après la destruction de l'avion du président Habyarimana. Alors que la « communauté internationale », médusée par les violences et les massacres qui suivent, demeure passive, seule la France intervient, dans des conditions extrêmement difficiles, pour s'interposer et stabiliser la situation. Elle contribue ainsi à l'arrêt des massacres et à l'évacuation vers le Zaïre voisin des populations menacées de représailles. Unanimement saluée à cette époque, l'intervention française fait, au fil des années suivantes, l'objet d'une campagne de dénigrement et de dénonciation visant à accuser notre Armée de complicité dans les massacres survenus. Certains journalistes à la déontologie incertaine et quelques hommes politiques – un Bernard Kouchner par exemple – s'efforcent d'accréditer les fables entretenues à ce sujet, au service d'intérêts que l'Histoire à venir identifiera sans doute alors que les investigations engagées depuis ces dramatiques événements démontrent la part de responsabilité des actuels dirigeants de Kigali dans le déclenchement des massacres...

Animée par Philippe Conrad, l'Association pour l'Histoire – qui se consacre à la défense et à la promotion des savoirs historiques en un temps où le contrôle des mémoires est devenu un enjeu de pouvoir – revient sur cette question douloureuse à l'occasion d'un colloque organisé le lundi 17 novembre, à 20 heures, à la Maison des Mines, 270 rue Saint Jacques 75005 métro Port Royal.

Cette soirée verra notamment l'intervention du général Jean Claude Lafourcade, qui commandait l'opération Turquoise en 1994, du colonel Jacques Hogard qui fut l'un des acteurs de terrain de l'opération et de Bernard Lugan, historien africaniste, expert au tribunal d'Arusha et auteur de plusieurs ouvrages sur la question, qui replacera la tragédie de 1994 et les débats qu'elle engendre dans la longue durée historique.

RETRANSCRIPTION DE L'INTERVENTION DE PHILIPPE CONRAD

Remerciements en direction du public et des intervenants.

Réunion consacrée à l'affaire du Rwanda.

Quelques mots sur l'association : nous avons décidé de relancer cette association car la situation le commande.

Nous avons constaté un déficit de la connaissance du passé.

[Devise de l'association :] « sang, sol, mémoire ».

Ambition : donner des conférences, des colloques comme celui-ci, faire des publications, éditer un manuel d'histoire pour œuvre de Saint-Nicolas.

Mettre en ligne un site Internet avec une nouvelle revue d'histoire.

Nous devons faire la promotion de la discipline historique pour lutter contre la déficience de l'éducation.

Citation de George d'Orwell.

[Autre citation à confirmer :] « celui qui a la maîtrise l'histoire, c'est celui qui a le pouvoir ».

Le sujet : la désinformation en matière d'histoire.

Controverse autour du dernier livre d'Eric Zemmour.

Controverses autour des discours sur la culpabilité coloniale.

Un cas exemplaire, celui du Rwanda : il y a eu des massacres de masse contre la population tutsi dans le contexte de la mort du président Habyarimana, dont l'avion a été abattu on sait dans quelles conditions.

C'est un mensonge organisé.

C'est de la propagande.

On a cherché à casser l'influence française en Afrique.

Présentation des invités :

- le général Jean-Claude Lafourcade ;
- le colonel Jacques Hogard ;
- l'historien Bernard Lugan, aussi expert au TPIR.

Ce sont des spécialistes tout à fait indiscutables de la question.

Le général Lafourcade nous présentera l'opération Turquoise.

L'intervention du colonel Hogard sera consacrée aux procédés de désinformation à propos de l'intervention française.

Bernard Lugan replacera enfin le Rwanda dans un contexte historique (processus de longue durée) puis dressera un bilan de la situation depuis 1994 ainsi que les évolutions judiciaires.

RETRANSCRIPTION DE L'INTERVENTION DE JEAN-CLAUDE LAFOURCADE

Il faut d'abord se remettre en mémoire cet événement dramatique.

Rappel géographique et historique.

L'opération Turquoise a été pour moi problématique en tant que commandant de l'opération mais aussi en tant que citoyen.

A l'époque, le territoire du Rwanda fait 26 000 km².

Cela représente deux départements français.

C'est un pays à très forte densité : à l'époque le Rwanda est un pays de 8 millions d'habitants, ce qui représente environ 300 habitants par km² (contre environ 100 habitants par km² pour un département français).

Cela va avoir des conséquences sur l'économie agricole et le partage des richesses.

Problème de surpopulation.

Il y a au Rwanda deux principales ethnies :

- les Hutu qui représentent 85 % de la population, ce sont des sédentaires et des cultivateurs ;
- les Tutsi qui représentent 15 % de la population, ce sont des éleveurs nomades, ils font surtout partie de la classe dirigeante, des seigneurs, de la classe supérieure.

Au Rwanda, la langue est le français, la religion est catholique.

Au XIX^{ème} siècle, c'est d'abord une colonie allemande puis le Rwanda passe sous tutorat belge.

Les Belges se sont appuyés sur l'élite tutsi.

Les Tutsi sont les cadres de l'administration, le clergé aussi est tutsi.

Mais en 1950, on assiste à un transfert progressif et naturel du pouvoir vers les Hutu qui vont finir par se révolter en 1959.

En 1962, il y a des exactions des deux côtés.

Les Tutsi sont menacés, maltraités.

On va assister à un exode des Tutsi en Tanzanie, en Ouganda.

Il y aura plus de 300 000 Tutsi en exil.

En 1973, le général Habyarimana prend le pouvoir.

Régime « semi-démocratique à l'africaine ».

Elections naturellement gagnées par les Hutus, majoritaires.

Il va y avoir des exactions contre les Tutsi.

Face à ces exactions, la diaspora tutsi s'est organisée.

Elle est aidée par l'Ouganda et crée une armée, le FPR.

En 1990, le FPR attaque le Rwanda depuis l'Ouganda.

Pendant trois ans, il va y avoir une guerre entre l'armée régulière et cette armée tutsi avec des exactions de part et d'autre.

Mais les massacres les plus importants ont lieu dans les zones occupées par le FPR.

En 1975, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, un accord d'assistance est signé.

En 1990, la France a envoyé 250 soldats pour donner un coup de main à l'armée régulière du Rwanda.

Il s'agit d'une simple assistance militaire, il s'agissait de dispenser des conseils à l'armée d'Habyarimana.

Cela a suffi pour stopper le FPR tutsi.

Le président Mitterrand a fait pression pour que le président Habyarimana négocie avec les Tutsi sous l'égide de l'ONU.

Cela va aboutir aux accords d'Arusha.

Tout le monde est d'accord à ce moment-là.

La France s'est ensuite retirée complètement du Rwanda.

Il n'y avait plus aucun soldat, à part quelques-uns restés à l'ambassade comme ça se fait toujours.

Après l'assassinat du président Habyarimana le 6 avril 1994, on assiste au déclenchement des massacres, violences qu'on a appelé « le génocide du Rwanda ».

Il y a eu énormément de massacres, des deux côtés, pendant cette période.

Il y avait au Rwanda 2 500 soldats de l'ONU commandés par le général canadien Roméo Dallaire.

Dallaire n'a rien fait.

Curieusement, dix soldats belges vont se faire assassiner et l'ONU, curieusement, a retiré la majorité de cette force à un moment où les massacres étaient les plus importants.

Cette décision est incompréhensible car cela a permis de laisser le champ libre aux Hutus qui veulent massacrer les Tutsi et au FPR de Kagame qui veut prendre le pouvoir.

Les Tutsi voulaient prendre le pays.

La France propose alors une intervention.

C'est la résolution 929 du Conseil de sécurité de l'ONU qui intervient le 22 juin 1994, mais on voit bien que c'est trop tard.

Les quatre cinquièmes de ces massacres ont déjà eu lieu avant.

La mission de l'intervention française :

- arrêter les massacres ;
- protéger les populations de façon impartiale.

Elle a une durée limitée à deux mois, ce qui montre bien que ce n'est pas une opération de reconquête.

Pour moi, la difficulté était liée au fait que je devais mener l'opération en toute impartialité alors que le FPR voulait reconquérir le pouvoir par la force.

Il s'agissait de massacres horribles, fait essentiellement à la machette.

C'est dur pour des soldats d'à peine vingt ans.

Toutefois, son bilan humanitaire est certain : l'opération Turquoise a été une grosse intervention.

Certes, on n'a pas empêché le génocide qui était déjà presque fini, mais on a pu sauver 20 à 30 000 vies humaines.

L'opération Turquoise a aussi permis de rétablir les conditions de sécurité pour les organisations humanitaires.

On le voit encore aujourd'hui : on les a énormément aidées sur le plan logistique.

On a surtout limité l'exode de la population hutu, qui avait peur d'être tuée par le FPR qui massacrait la population hutu.

Les Hutu sont venus dans notre zone de sécurité.

Les endroits où nous n'étions pas installés, le FPR a poussé au Zaïre deux millions de personnes.

Ces dernières vivaient dans des conditions très dramatiques sur un plan humanitaire, sanitaire... .

L'opération Turquoise a été saluée comme une action très positive par l'ensemble de la communauté internationale.

Il y avait énormément d'observateurs sur place, environ 250 journalistes.
Les organisations humanitaires étaient partout.
Bref, tout le monde voyait ce qu'on faisait.
Aussi, quand on accuse aujourd'hui la France, on touche là du doigt la désinformation.
Après 94, les Tutsi ont pris le pouvoir à Kigali, naturellement.
Kagame s'est alors installé au pouvoir ; cela fait donc vingt ans qu'il est aujourd'hui au pouvoir.
Le TPIR n'était pas mandaté pour s'occuper des Tutsi qui avaient massacré, il était seulement mandaté pour juger les Hutu.
Et, surtout, il n'était pas non plus mandaté pour instruire l'assassinat des deux présidents : et alors ça, c'est inacceptable !
A comparer à l'enquête de l'ONU pour Hariri, le président libanais.
Donc, c'est déjà suspect.
A partir de 1995, on commence à entendre des critiques.
Mitterrand [sic] décide alors la création d'une mission d'information parlementaire.
Celle-ci conclut qu'il n'y a rien à reprocher à l'armée française.
Patrick de Saint-Exupéry met en cause aujourd'hui l'armée française.
Or, il était au Rwanda en tant que journaliste au Figaro pendant l'opération Turquoise et, à l'époque, il n'avait soulevé aucun problème.
Ce n'est que deux ou trois ans après qu'il a commencé ses attaques.
En 2005, une plainte de cinq citoyens rwandais instrumentalisés a été déposée ; soit dix ans après les faits.
C'est une plainte contre les soldats de Turquoise.
Elle est toujours en instruction.
Il y a eu aussi une campagne de presse, des films mettant en cause l'action de la France au Rwanda.
J'ai donc décidé de créer l'association France Turquoise avec le colonel Hogard pour défendre l'honneur de la France.
Le Rwanda a publié en 2008 le rapport Mucyo qui dit que les soldats français ont participé au génocide.
Les officiers ont alors porté plainte contre les Rwandais.
Patrick de Saint-Exupéry a même publié un livre intitulé « Complices de l'inavouable » avec nos noms sur la couverture.
On a encore porté plainte et c'est en cours.
En 2010, une nouvelle plainte pour viol est déposée contre les soldats de Turquoise.
Là-bas, c'est une pratique courante alors qu'on sait que depuis que l'armée française est déployée en Afrique, il n'y a jamais eu ce genre d'accusation.
La plainte a même été requalifiée par le juge de crime contre l'humanité.
En 2010, le président Sarkozy fait une visite au Rwanda.
En retour, il y a la visite de Kagame en France.
Nous avons demandé qu'il retire ses accusations avant de venir, mais sans succès.
Sarkozy et Hollande n'ont pas voulu le faire.
Il y a des discours politiques pour faire admettre l'histoire officielle qui dit que les Hutu ont planifié le génocide avec l'aide de la France, et que le FPR a arrêté le génocide.
Cette affirmation est devenue la vérité historique.
On assiste à une importante campagne de désinformation avec le soutien des anglo-saxons.
Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, soutenus par le Canada, ont tout fait pour ne pas gêner l'offensive du FPR (depuis 1990).
Ce ne sont pas les Français qui ont proposé de retirer la MINUAR.
Il n'y a qu'à par exemple se référer à la déclaration de Boutros Boutros-Ghali : « la décision de retrait de la MINUAR est criminelle ; elle est imputable aux anglo-saxons ».
Il y a aussi le rôle ambigu de Dallaire, particulièrement complaisant à l'égard du FPR : cela a été confirmé par Booh-Booh qui a confirmé le gros soutien des anglo-saxons au FPR.
Pendant Turquoise, j'ai eu un contact avec Kagame pour lui demander d'arrêter sa progression sur les forces armées rwandaises qui n'avaient plus les moyens de se battre.

Le FPR a refusé et il a gagné la guerre.
Kagame n'a pas écouté et il a poussé au Zaïre deux millions de personnes.
Pourquoi ce refoulement au Zaïre ?
Pour faire de la place à la diaspora ?
Est-ce une volonté de réduire la densité de la population pour un Rwanda plus viable ?
Est-ce une volonté de créer une menace pour intervenir ensuite au Kivu ?
Toujours est-il que c'est ce qui s'est finalement passé.
On peut faire un constat, c'est qu'il n'y a pas eu d'enquête sur l'assassinat des deux présidents.
Il n'y a pas eu de planification du génocide comme le dit Bernard Lugan : ceci a même été confirmé par l'universitaire André Guichaoua.
Toutes les thèses que l'on entend aujourd'hui, c'est de la désinformation.
A partir de 1996, il va y avoir une invasion du Zaïre par le Rwanda, avec des millions de mort.
Plusieurs rapports de l'ONU sont venus le confirmer : rapport Gersony, rapport Garretton, rapport Mapping.
Tous parlent d'un possible génocide en RDC.
Ils ont été enterrés.
Pourquoi cette impunité ?
Il y a un acharnement à poursuivre les Hutu génocidaires, ce qui est normal.
Rien n'a été fait pour poursuivre les Tutsi du FPR qui ont tué.
Les grandes puissances ont également joué un rôle au début des années 90, après la chute du mur de Berlin : je veux parler des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada et, dans une certaine mesure, d'Israël.
Et ceci au détriment de la France.
Ils ont voulu contrôler la région en faisant peser une menace d'instabilité au Soudan.
Ils voulaient s'octroyer les richesses du Kivu.
L'avenir de la richesse des Américains dépendait du contrôle du Kivu.
Mobutu était à la tête d'un régime non fiable.
A l'inverse, l'Ouganda était un pays stabilisé et en plein développement.
Le Rwanda aussi était un objectif à contrôler.
C'est donc une stratégie initiée dès 1990.
La France a fait obstacle à la stratégie de Paul Kagame.
Le régime de Kagame a joué sur le choc médiatique et psychologique lié au génocide : cela a permis de passer sous silence toutes les exactions du FPR.
Nous sommes loin de la vérité officielle.
Même la sociologue Claudine Vidal a dit que le régime de Kigali était une dictature.
Dans un article publié récemment sur le site de l'association France Turquoise, l'avocat et fonctionnaire de l'ONU André Sirois l'explique très bien.
On est aujourd'hui face à une campagne de stigmatisation collective dont sont victimes les Hutu.
On diabolise les Français.
Critiquer ou remettre en cause l'histoire « officielle » est constitutif de négationnisme au Rwanda et est puni très sévèrement.

RETRANSCRIPTION DE L'INTERVENTION DE JACQUES HOGARD

NB. – Cette retranscription a été réalisée à l'aide du texte d'une intervention similaire de Jacques Hogard, publiée en 2008 sur le site <http://www.france-rwanda.info/article-24064810.html>

Je tiens tout d'abord à remercier Philippe Conrad.
Même si je ne partage pas toutes ses idées, c'est quelqu'un que je qualifierai de patriote.
Je remercie aussi le général Lafourcade : j'étais sous sa responsabilité pendant l'opération Turquoise.
Cette opération au Rwanda a amené beaucoup de perturbations dans ma vie.

Ce n'est pas facile d'tendre dans la bouche de sa fille que votre père est un présumé génocidaire ou complice de génocide.

Je remercie aussi le professeur Bernard Lugan : il avait une vraie sympathie avec les Tutsi.

Il fait preuve d'une véritable honnêteté intellectuelle à laquelle j'adhère complètement.

Je ne vais pas raconter ce soir l'opération Turquoise car je l'ai déjà fait dans un livre – aujourd'hui épuisé – qui s'intitule « Les larmes de l'honneur ».

Je ne supporte plus la désinformation, même quand on s'appelle Patrick de Saint-Exupéry et qu'on écrit dans le Figaro.

Je ne connaissais pratiquement rien à l'Afrique des Grands Lacs en arrivant au Rwanda.

En effet, je n'avais jamais servi auparavant au Rwanda, ni au titre de la coopération militaire, ni au titre des opérations militaires déclenchées par la France d'octobre 1990 à décembre 1993.

Alors officier de Légion, j'ai participé durant l'été 1994, comme Commandant du Groupement Sud, à l'opération Turquoise (21 juin – 21 août 1994), déclenchée avec l'aval de l'ONU (résolution 924) dans le sud-ouest du Rwanda pour y établir une Zone Humanitaire Sûre durant une période limitée à deux mois.

J'ai subi un choc profond car j'ai été très tôt confronté à la désinformation.

D'emblée, le contexte de l'opération m'apparut singulier et pour le moins sensible et controversé.

En effet, à peine arrivé au Rwanda, je me souviens d'avoir été aussitôt interviewé par des médias anglo-américains et d'avoir été interloqué par la question qui m'était ingénument posée de savoir si je n'avais pas « honte » d'intervenir au Rwanda « après ce que la France y avait fait ou laissé faire » !

C'était à Cyangugu.

A mon retour à Aubagne, je vais à une librairie de Marseille, je vois en vitrine une couverture de livre avec des machettes empilées, et le titre « France : complice de génocide? ».

J'ai acheté ce livre, d'un personnage nommé François-Xavier Verschave.

Il est mort, paix à son âme.

En moins de 200 pages, c'est un condensé de désinformation.

Depuis, devant l'ampleur des accusations portées contre notre pays et son armée, dans le monde entier mais également en France, y compris au sein de grands médias comme le Figaro, j'ai acquis la conviction que les dramatiques événements du Rwanda faisaient l'objet d'une opération de désinformation, d'ailleurs parfaitement menée et réussie jusqu'à ces derniers temps.

Si l'on en croit un expert – qui est l'un de mes maîtres –, Vladimir Volkoff, la désinformation est l'art de manipuler « l'opinion publique, à des fins politiques, avec une information traitée par des moyens détournés ».

Volkoff précise que « généralement, lorsqu'un désinformateur a recours à des mensonges purs et simples, à la longue, on les découvre, sans d'ailleurs que cela modifie nécessairement l'effet de l'opération » !

Il donne à l'appui de ses affirmations quelques exemples historiques récents :

- « le charnier de Timisoara était bien une morgue mais Ceausescu a bien été renversé » ;
- « les armes de destruction massives dénoncées par le Pentagone, et prétextes de l'intervention alliée en Irak, n'existaient pas mais Saddam Hussein a bien été renversé » ;
- « les 100 000 morts albanais au Kosovo n'étaient en réalité "que" moins de 4 000 mais la Serbie a bien été chassée de sa province septentrionale »...

Aussi bien, on pourrait rajouter : « la France n'était pour rien dans le déclenchement du génocide rwandais en 1994 mais son influence est aujourd'hui réduite comme jamais en Afrique » !

Je renvoie à cet égard à mon article paru dans « Libres opinions, Cahiers du CESAT » n° 13, septembre 2008.

Selon les chercheurs américains Alvin et Heidi Toffler, cités par Volkoff, une opération de désinformation se caractérise par l'emploi de l'accusation d'atrocités.

C'est d'autant plus facile ici qu'il y a bien eu d'innombrables atrocités, notamment constitutives du génocide des Tutsi (c'est incontestable).

Mais ces atrocités ne sont évidemment imputées et imputables qu'aux seuls Hutus et à ceux qui les ont armés, c'est à dire les Français.

J'ai en mémoire la couverture du livre de François-Xavier Verschave, « Complicité de génocide », comme si l'armée française avait livré des machettes aux génocidaires.

En aucun cas à la rébellion tutsi qui est réputée avoir menée sa guerre en dentelles, alors que l'on dispose aujourd'hui de nombreux témoignages, et non des moindres, sur les massacres de grande ampleur pratiqués par elle sur les paysans hutu au cours des quatre années précédant le génocide, et bien après, dans les années qui suivront sa prise du pouvoir.

La deuxième caractéristique d'une opération de désinformation est le gonflement hyperbolique des enjeux.

Dans le cas du Rwanda, si l'on occulte les centaines de milliers de morts d'avant et d'après le génocide, pour la plupart hutu, on se focalise aujourd'hui sur le chiffre communément admis de 1 000 000 à 1 200 000 martyrs lors du génocide, sous-entendu tous tutsi, alors que la seule recherche de la vérité inclinerait à davantage de prudence et de modération dans ce décompte macabre, qui s'avère plus proche de 800 000 morts.

Comme s'il fallait absolument atteindre, et mieux, dépasser le chiffre fatidique de ce million de morts, pour mieux frapper les esprits et les convaincre de l'abomination de ce nouvel Holocauste.

Car, là aussi, il est vital de faire un parallèle entre les génocides juif et tutsi.

Comme s'il s'agissait de la même chose.

Troisième caractéristique : la diabolisation ou la déshumanisation de l'adversaire.

Le régime de feu le président Juvénal Habyarimana, assassiné comme on le sait par la rébellion tutsi, est aujourd'hui décrit, sans crainte de ridicule, comme une sorte de « nazisme tropical », ce qu'est en fait Kagame.

La raison du plus fort est toujours la meilleure, disait La Fontaine.

Aujourd'hui c'est donc tout un peuple, le peuple hutu (80 % de la population rwandaise) qui est ainsi mis à l'index par le monde entier.

Il ne fait pas bon être Hutu aujourd'hui, fussiez-vous un saint !

La diabolisation a joué et joue pleinement son rôle permettant au régime du président Paul Kagame tous les excès et toutes les atteintes aux droits de l'Homme sans que quiconque ne bouge ou presque dans la communauté internationale.

Mais c'est heureusement en train de changer : je vous renvoie au remarquable documentaire de la BBC.

Autre trait : la polarisation.

Elle consiste à supprimer toute nuance.

En désinformation, elle est nécessairement totale.

Si vous n'êtes pas aujourd'hui partisan de Kagame et de son régime, c'est donc que vous étiez hier, forcément, complice du génocide !

Par exemple, si vous accordez quelque crédit aux conclusions du juge antiterroriste Bruguière, c'est donc que vous êtes coupable de complicité de génocide et de crimes contre l'humanité !

Cinquième caractéristique : l'invocation d'une sanction divine.

On a beau vivre dans un monde laïcisé, l'invocation d'une sanction divine, même non explicite, conserve une connotation moralisatrice intéressante.

Si les Hutu en sont là aujourd'hui – sous-entendu, s'ils souffrent sous la botte de Kagamé et de son régime –, c'est qu'en vérité ils l'ont bien mérité.

Allez, la messe est dite !

Un autre point : la métapropagande, ou autrement dit, l'art de discréditer l'information venant de l'adversaire en la traitant de « propagande », méthode subtile et efficace.

Les accusations de « révisionnisme », de « négationnisme » à l'encontre des universitaires, chercheurs, journalistes, écrivains, témoins professant un avis divergent voire seulement différent du son de cloche autorisé, soulignent cette évidence.

La version imposée de l'histoire, en l'occurrence « le génocide est l'œuvre du régime hutu soutenu par la France » est de l'information.

Tandis que le fait de resituer ce génocide dans son contexte, c'est-à-dire celui d'une guerre civile commencée quatre ans plus tôt, jalonnée de massacres terribles de part et d'autre, et poursuivie les années suivantes par d'autres abominables massacres de grande ampleur – en particulier celui de

quelques centaines de milliers de réfugiés hutu massacrés par l'armée tutsi dans les forêts orientales du Zaïre durant l'hiver 1995-1996 – vous fait immédiatement cataloguer comme négationniste et révisionniste.

Deux poids, deux mesures !

La métapropagande a fait son effet.

Ainsi l'examen de l'affaire rwandaise à la lumière des grilles de lecture des époux Toffler ou de Vladimir Volkoff, est comme on vient de le voir, particulièrement riche de réflexions et d'enseignements.

Il ne fait pas de doute que le Rwanda est un magnifique cas école de désinformation.

Il n'est cependant pas d'opération de désinformation qui n'ait à la fois un mobile stratégique et un inspirateur directement intéressé à sa réussite.

S'agissant du Rwanda et de l'Afrique centrale, il faut évidemment rappeler que ce petit pays joue au cœur de cette région des Grands Lacs africains, un rôle aujourd'hui essentiel, de tout premier plan, sans mesure avec son poids démographique, sa superficie ou ses atouts naturels.

Il convient à cet égard de lire absolument le passionnant dernier ouvrage du romancier britannique et ancien du MI6, John Le Carré, « Le chant de la mission ».

On y comprend tout des grandes manœuvres permanentes que mènent les grandes puissances mondiales dans cette région du Congo (les provinces orientales de l'ex-Zaïre, le Kivu et le Katanga, qu'on a souvent qualifiées de « scandale géologique ») pour le contrôle de ses exceptionnelles ressources en minerais rares et variés, notamment le coltan.

Le Rwanda de Kagame, l'ex-chef de la rébellion tutsi formé à Fort Leavenworth qui fut aussi le chef des services spéciaux ougandais, est le fidèle allié des Etats-Unis.

Il en est même le « produit », via les œuvres de l'Ouganda de Museveni.

Il est le premier acteur aujourd'hui de cette mainmise militaire sur les fabuleuses richesses minières de la région.

Oui, l'opération de désinformation menée contre le rôle de la France au Rwanda n'est pas anodine. Oui, elle a bien atteint ses objectifs, tactique d'une part : « sortir » la France de la région des Grands Lacs, et stratégique d'autre part : affaiblir grandement et durablement l'influence de la France non seulement dans la région mais dans toute l'Afrique (je fais ici notamment référence à l'affaire ivoirienne).

Les résultats sont là.

RETRANSCRIPTION DE L'INTERVENTION DE BERNARD LUGAN

NB. – Bernard Lugan se lève et demande à l'assistance si tout le monde l'entend ; il fait son intervention debout et sans notes.

Le Rwanda s'inscrit dans une longue histoire, qui commence au lendemain de la première guerre mondiale, quand la démocratie universelle s'impose, quand les missionnaires appliquent l'ethnomathématique, la loi des plus nombreux, et subverti l'organisation traditionnelle.

Quand les Allemands arrivent au Rwanda, ils constatent une société extrêmement hiérarchisée et qui est la seule à avoir résisté à l'esclavagisme de Zanzibar.

Ma thèse s'intitule « Entre les servitudes de la houe et les sortilèges de la vache : le monde rural dans l'ancien Rwanda ».

En 1916, les colonisateurs ne seront pas vraiment les Belges, ce seront surtout les missionnaires de l'ancien régime.

Monseigneur Classe est resté fidèle à Charles Maurras.

Sa devise : « Si l'on convertit l'élite, on convertit le peuple ».

Il va donc essayer de convertir l'aristocratie tutsi.

Les Tutsi vont conclure un pacte avec l'église catholique : « nous nous convertissons, vous nous laissez le pouvoir ».

Le pouvoir des Blancs amplifie cette domination des Tutsi.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, on assiste au triomphe de la démocratie chrétienne ; les jeunes missionnaires, pour le peuple et la charité, refusent les féodaux.
Cette église va passer à la majorité.
Les rapports vont se tendre en 1954-1955.
Les Tutsi vont se dire : qui est majoritaire à l'ONU ?
Ce sont les non-alignés, les pays de l'Est.
Les Tutsi vont donc jouer la carte soviétique (il faut se rappeler le clivage de l'époque, on est en pleine guerre froide).
Ils ont tout compris à la guerre révolutionnaire.
Le Rwanda entre alors dans une spirale infernale.
C'est un coup d'Etat organisé par la tutelle belge.
Les Tutsi sont renversés.
Qui arrivent au pouvoir ?
Les Hutu du Centre et du Sud.
Cette opposition intérieure va créer les conditions du génocide.
Mais les Hutu du Centre et du Sud font une grosse bêtise : ils laissent le pouvoir de l'armée aux Hutu du Nord.
Ce qui devait arriver arriva : Habyarimana (Hutu du Nord) fait un coup d'Etat en 1973.
J'étais au Rwanda en février 1973 : j'ai perdu la moitié de mes étudiants qui étaient tutsi.
J'ai même sauvé une étudiante – qui occupe aujourd'hui un poste important – que j'ai retirée d'un viol collectif.
Habyarimana fait donc son coup d'Etat.
J'ai bien connu Habyarimana : je chassais le buffle avec lui dans le parc de l'Akagera.
Le général était un homme d'une vieille famille chrétienne, son père était l'un des premiers baptisés, il voulait la réconciliation.
S'il y a une responsabilité de la France dans le génocide, elle n'est pas militaire, mais de philosophie politique : c'est le discours de la Baule.
La France socialiste va imposer un diktat démocratique.
Le président Habyarimana commence son entreprise de démocratisation.
Et c'est alors que le FPR attaque le Rwanda alors qu'il n'y a aucun prétexte d'attaque.
Contrairement à ce que l'on a dit, cette attaque fut repoussée par l'armée rwandaise et l'armée zaïroise.
L'armée française est seulement intervenue pour des opérations de maintenance des hélicoptères, à aucun moment elle n'a pris le contrôle des opérations.
Le président Habyarimana subit un véritable chantage de la part de François Mitterrand qui lui dit : « Vous devez faire rentrer le FPR dans le jeu politique ».
Le président Habyarimana va tellement loin qu'il va confier le pouvoir à l'opposition !
Mais à l'opposition hutu (les Tutsi ne se manifestent pas) : ce sont les Hutu du Sud.
On assiste alors à une radicalisation qui va déboucher sur les accords d'Arusha.
Le FPR fait alliance avec les Hutu du Sud.
A chaque fois qu'il y a une radicalisation, cela se traduit par une offensive militaire du FPR.
La France envoie des troupes à l'arrière pour faire comprendre au FPR qu'il ne faut pas aller trop loin.
Dans le même temps, la France fait pression sur le président Habyarimana pour qu'il partage le pouvoir.
Le président Habyarimana est ligoté.
La volonté du FPR, c'est de déstabiliser le Rwanda.
Pour cela, il crée les « escadrons de la mort » pour tuer des Hutu du Nord et du Sud et exacerber leur antagonisme.
Tout va pivoter lors du coup d'Etat au Burundi, où un groupe de Tutsi issu de l'armée assassine le président Hutu.
Là, les Hutu du Sud comprennent qu'ils vont être « les dindons de la farce ».
L'engrenage commence.
Mais les Hutu du Sud font passer le réflexe ethnique avant le réflexe politique.

Le FPR comprend qu'il a perdu son calcul.
Du jour au lendemain, les alliés hutu du FPR basculent.
Il ne reste avec eux que les Hutu collabos (appelés à l'extérieur « Hutu modérés »).
Après quatre ans de guerre, le FPR prend conscience qu'il a loupé son calcul politique.
En effet, vingt-deux mois après le début du processus de paix, il devait y avoir des élections au suffrage universel.
Donc, Habyarimana avait tout intérêt à ce que le processus aille le plus vite possible.
Je rappelle que les Hutu représentaient 85 % de la population.
Donc Kagame se dit : « J'ai perdu ; que faire ? J'ai une armée, les Hutu ont quant à eux désarmé suite à Arusha ».

Je peux donc vous dire que le 6 avril 1994, il n'y avait qu'un seul hélicoptère disponible au sein des forces armées rwandaises (les autres avaient été confisqués par l'ONU).
Un seul blindé sur quatorze était en état de marche.
Tous les cadres du FPR étaient des officiers supérieurs dans l'armée ougandaise.
Donc, ils vont chercher un prétexte pour reprendre la guerre.
Et là survient l'attentat le 6 avril.
Dans les minutes qui suivent a lieu une offensive du FPR.
Et là, ce sont les experts du TPIR qui nous le disent.
Je veux parler des vrais experts, ceux qui ont prêté serment.
Ils disent que l'offensive du FPR était préparée depuis plusieurs semaines.
Nous le savons.
Et à partir de ce moment-là, le génocide commence.
Je ne nie pas le génocide, je dis qu'il n'était pas programmé.
Affirmer le contraire est une manipulation extraordinaire.
J'étais expert assermenté au TPIR dans une dizaine de procès.
J'ai consulté des milliers de documents, assisté à des centaines d'heures d'audience.
L'idée qui a été véhiculée selon laquelle il s'agit d'un génocide programmé ne repose plus sur rien.
On nous affirme que les extrémistes hutu ont programmé depuis des années le génocide, qu'il y avait l'Akazu, la radio des Mille Collines, que c'était une opération planifiée.
A partir de 1996, l'« histoire officielle » va culbuter devant le TPIR.
Prenons l'exemple du procès de Ferdinand Nahimana.
Je l'ai bien connu : c'était mon étudiant à l'université, puis mon doyen et c'est lui qui m'a mis à la porte du Rwanda.
Eh bien, ce « Goebbels du Rwanda », comme on l'a surnommé, a été reconnu coupable de massacres mais il a été acquitté dans le procès principal pour lequel on le poursuivait : celui d'avoir créé la RTLM, la radio-génocidaire.
Dans ce procès, il a été jugé que cette radio était devenue génocidaire à partir du 25 avril 1994 et qu'elle n'a pas été créée en vue de préparer le génocide.
Il ne s'agissait ni plus ni moins que d'une sorte de radio « Courtoisie », une radio libre créée pour contrebalancer la politique officielle diffusée sur les ondes de RFI.
Ce n'était pas une radio créée pour préparer le génocide.
Une autre preuve du caractère non planifié du génocide : le procès de Monsieur Z., chef de l'Akazu.
Eh bien, ce Monsieur Z., ce Monsieur Zigiranyirazo, a été acquitté par le TPIR.
Il est remis en liberté.
L'Akazu, c'était peut-être un groupe de pression, mais certainement pas un groupe de génocidaires.
Lors du procès des militaires, s'est tenu le procès Bagosora, « l'homme qui a pensé le génocide ».
En première instance et en appel, il a été condamné pour des massacres et d'autres choses mais il a été acquitté de la préparation au génocide !
Il y a trois semaines, on nous dit que le TPIR a condamné les ministres du gouvernement intérimaire pour préméditation ?
En réalité, ce jugement est accablant pour la thèse officielle.
Il faut lire le jugement jusqu'au bout.
Que nous dit-il ?

Eh bien, que ces ministres se sont entendus à compter du 15 mai 1994.

Or, le génocide a commencé le 6 avril.

Comment peut-on prétendre dans ces conditions qu'il y a eu préméditation ?

Je ne nie pas l'existence du génocide, je nie l'architecture politique du régime selon laquelle le génocide aurait été programmé.

La vérité va arriver.

De très nombreux Tutsi témoignent aujourd'hui : la vérité historique va arriver.

La justice française est assez insolite dans ce genre de situation.

Le génocide a bien servi les autorités actuelles de Kigali.

Si nous reprenons tout ce qui s'est passé, on se rend compte que ce régime a mis en place une stratégie de la terreur.

Nous disposons de divers témoignages sur des attentats commis par le FPR.

Par exemple, nous avons les informations livrées par le travail considérable du colonel Robardey qui avait enquêté sur les attentats qui avaient été créés [sic], qui avaient eu lieu au Rwanda, et qui étaient tous attribués aux Hutu dits extrémistes mais faits par le FPR.

Le régime de Kigali est donc aujourd'hui pris au piège : je dis ça pour les amis de Kigali qui sont dans la salle ! [Regard et sourire moqueur en direction de Jean-François Dupaquier].

Pour eux, même sans l'attentat, le génocide aurait eu lieu.

Preuve où l'on a démontré que les extrémistes ne préparaient pas le génocide.

Toute l'architecture tombe.

C'est un génocide spontané.

On en revient à l'attentat.

Le régime de Kigali a essayé de faire chuter la France.

Mais le juge Bruguière, lui, n'a pas chuté.

Je ne sais pas qui a assassiné Habyarimana.

Les éléments qui penchent pour la responsabilité de Kigali dans l'attentat sont aujourd'hui nombreux.

Tout a commencé à basculer quand le juge Bruguière a commencé à pointer la responsabilité du FPR.

Bizarrement, il n'y a jamais eu d'enquête par le TPIR.

Pourquoi ?

Car le TPIR se trouve bloqué par les Etats-Unis et leurs alliés chaque fois qu'on se permet d'avancer des preuves à l'encontre du FPR.

Par exemple, il y a eu le rapport Hourigan, qui donne les noms de trois participants à l'attentat.

Il y a aussi le témoignage du capitaine Demet [nom à confirmer], dès 1995.

Le juge Bruguière a retrouvé la trace des lance-missiles.

Il a même retrouvé les numéros des lance-missiles, par l'entraide judiciaire russe, qui prouvent que ces missiles ont été vendus par l'ex-URSS à l'Ouganda.

Ce sont les tubes de ces missiles que l'on va retrouver quelque part sur les lieux de l'attentat.

On sait que les missiles ont été acheminés par un chauffeur conduisant un camion de bois.

On sait que quatre hommes étaient en place, que deux faisaient le guet.

Il faudrait bien que le juge Trévidic fasse la balance avec tous ces éléments.

Nous sommes en présence d'une grande manipulation.

Pourquoi ?

Elle se situe à deux niveaux.

En 90-94, a lieu une politique de redistribution des forces d'influence en Afrique.

Le bloc des anglo-saxons, ce qui les intéresse, c'est le Kivu.

Ils s'appuient pour cela sur le Rwanda, pour faire tomber Mobutu : c'est la « théorie des dominos ».

Mitterrand, s'il était resté au pouvoir, il aurait empêché cela.

Il avait lu Maurras, lui !

Il n'était pas comme Chirac, de cette droite molle qui était complaisante avec les Américains !

Le résultat, c'est donc que la région va être prise en main par les Américains.

Avec Obama, c'est en train un petit peu de changer : il n'est pas aligné sur les mêmes alliés que Bush.

Le régime de Kigali est aujourd'hui très inquiet car il est en train de perdre son allié américain et, depuis l'émission de la BBC, il commence aussi à perdre la Grande-Bretagne.

Tout change, donc et il ne reste plus qu'un élément : l'attentat.
D'où la pression des journalistes et éditorialistes qui mettent la pression sur le juge Trévidic qui doit rendre ses conclusions prochainement.
Nous sommes à la veille de l'éclatement de la vérité.
En conclusion, je dirais que notre impérialisme intellectuel est un diktat démocratique.
Notre idée de la démocratie universelle provoque des dégâts.
On ne pourra pas tenir longtemps sans connaître la vérité historique.
L'histoire va s'écrire comme elle doit s'écrire.
Il y a deux thèses qui s'affrontent autour du Rwanda.
Les « porteurs de valises » doivent aujourd'hui se dire que le mensonge ne peut pas être éternel.

[Le colloque se clôture sans séance de questions/réponses.

Une personne assise au premier rang pose toutefois une question en aparté à Bernard Lugan : « En fin de compte, qui a été génocidé dans cette affaire ? ».

Réponse de Lugan : « Tout le monde, tout le monde, ah, ah, ah ! »].

BREVES REMARQUES

SUR LES PARTICIPANTS

Nombre : environ 70 personnes.

Moyenne d'âge estimée : 60 ans.

Profil : beaucoup d'anciens militaires, décorés de la légion d'honneur.

SUR LES INTERVENANTS

Philippe Conrad

Né le 29 mars 1945 à Mantes-la-Jolie, Philippe Conrad est un historien français, directeur de séminaire au Collège interarmées de défense. Membre du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), il a dirigé la collection « Nation Armée » des éditions Copernic (1976-1980), et animé le Comité de liaison des officiers et sous-officiers de réserve (CLOSOR) jusqu'en 1976. Il anime, en compagnie de Bernard Lugan, le Libre journal des historiens sur Radio Courtoisie. Dominique Venner participait également à cette émission jusqu'à sa mort le 21 mai 2013. Professeur d'histoire et directeur de séminaire au Collège interarmées de défense, il a été directeur de rédaction d'Histoire-Magazine et de Terres d'histoire. Il a aussi travaillé sur l'histoire de l'enseignement pour SOS Éducation, et de nombreux articles sur l'Amérique latine dont il est l'un des spécialistes sont en ligne sur le site Clio.fr. Philippe Conrad préside actuellement l'Association du comité de continuité éditoriale de La Nouvelle Revue d'histoire, et collabore au mensuel Le Spectacle du Monde. Il est également responsable des encyclopédies historiques des éditions Atlas. À partir du mardi 11 février 2014, il présente l'émission Passé/Présent chaque mardi vers 19 h 30 sur la chaîne de télévision par internet TV Libertés en compagnie de l'historien Jean-Pierre Tuberge.

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Philippe_Conrad

Jean-Claude Lafourcade

Le général Jean-Claude Lafourcade, éduqué chez les jésuites et les dominicains, est soutenu « *par la pratique discrète mais intense de la prière* ». Il a été en 1974 l'aide de camp du général Bigeard, « *chef mythique* » de paras en Indochine et en Algérie. Dans les derniers jours du génocide, le 17 juin 1994, l'amiral Lanxade lui confie l'importante opération Turquoise. Lafourcade a une semaine pour s'informer et se préparer, avant d'en prendre le commandement sur le terrain du 25 juin au 21 août. Son chef relève qu'il « *mène avec intelligence et précision cette opération* ». Selon un de ses subordonnés, il « *donne ses ordres rapidement, de manière précise, [...] toujours clairs* ». Très présent dans les médias, Lafourcade assume son rôle : « *Je suis le commandant, ma responsabilité est directement engagée et ajoute : Je mesure les conséquences de mes actes et je les rapporte à ce qui les justifie : la recherche de la paix et de la justice. Si la mission n'avait pas correspondu à ces principes, je l'aurais refusée* ». Il a écrit avec l'aide d'un journaliste un livre au titre factuel, *Opération Turquoise*, où il se décrit lui-même : « *Officier d'apparence flegmatique, je ne m'enthousiasme pas facilement et refoule mes émotions* ». Il fait sienne la phrase de Foch pour qui « *la qualité première d'un officier est sa culture générale* ». Il explique ses motivations : « *la générosité, l'abandon de soi, le service des autres, la protection des faibles, le combat contre l'injustice, l'oppression et la tyrannie* » ; il revendique les valeurs des unités d'élite : « *discipline, rigueur, effort, générosité, initiative, responsabilité, solidarité* ».

Source : François Graner, *Le sabre et la machette, Officiers français et génocide tutsi*, 2014, Editions Tribord, 2014.

Jacques Hogard

Le lieutenant-colonel Jacques Hogard, de la Légion Etrangère, est convoqué le 19 juin 1994 pour participer à l'opération Turquoise. Il prépare matériellement sa mission en quelques jours, pendant lesquels il « *a récupéré et lu tout ce qu'il était possible de trouver et d'apprendre sur le Rwanda* ». Malgré la brièveté de cette formation, il s'exprime abondamment sur le Rwanda et l'intervention française. Pour « *rétablir l'Histoire* », il participe à la rédaction du livre de Lugan et en écrit lui-même un petit au titre percutant, *Les larmes de l'honneur*. Il ouvre également pendant deux ans un blog, siège de débats houleux. Père de six enfants, il mentionne ses « *convictions chrétiennes* », qui sont à la source de son « *engagement d'officier français* ». Il ne doit pas être confondu avec son père, officier spécialiste de la « *guerre révolutionnaire* » et putschiste en Algérie, qui porte le même prénom. Son grand-père, également officier, était proche collaborateur du Maréchal Lyautey.

Source : François Graner, *Le sabre et la machette, Officiers français et génocide tutsi*, 2014, Editions Tribord, 2014.

Bernard Lugan

Né en 1946, à Meknès (Maroc), Bernard Lugan est enseignant de l'Université Lyon III après avoir enseigné pendant onze ans (1972-1983) à l'Université nationale du Rwanda, pays où il a notamment effectué des fouilles archéologiques. Son engagement à l'extrême droite marque la plupart de ses écrits. Il enseigne l'histoire de l'Afrique selon les thèses de l'idéologie coloniale et s'est particulièrement intéressé à l'Afrique du Sud dont il a été un soutien du régime d'apartheid. Il a passé sa jeunesse au Maroc et a récemment publié une histoire de ce pays dans un sens très favorable à la dictature d'Hassan II. Il a dirigé la revue d'extrême droite, *L'Afrique réelle* de 1993 à 2005.

« *Spécialiste de l'Afrique, auteur de L'Occident sans complexe, autrefois militant de l'Action Française et monarchiste convaincu, M. Lugan paraît, chaque Mardi Gras devant ses étudiants de première année, déguisé en "colon", coiffé d'un casque et muni d'un fouet* » (*Le Monde*, 2 avril 1993).

Bernard Lugan est un militant actif de l'extrême droite française, il collabore à *Identités*, la revue théorique du Front National où il a prôné la création d'un État blanc d'Afrique du Sud, seul susceptible de garantir la « *survie de l'identité blanche* ». On retrouve ses chroniques dans *Minute-la France*, *Présent*, *National-Hebdo* (où il a commémoré la mémoire de l'ex-SS français Saint-Loup), il collabore avec l'Association pour la défense de la mémoire du Maréchal Pétain dirigée par l'ancien OAS Hubert Massol... Il appartient à ce foyer de la droite la plus extrême que cultive l'Université Lyon-III.

Source : <http://www.bibliomonde.com/auteur/bernard-lugan-30.html>

AUTRE REMARQUE

Le colloque a été filmé par « TV Libertés ».